



Crise alimentaire : des solutions existent

Article paru dans l'édition du Monde 17.04.08

Les ingrédients d'une crise majeure sont réunis. La communauté internationale doit se mobiliser au plus tôt pour la surmonter.

Afrique, Asie, Amérique latine, Caraïbes : la carte des « émeutes de la faim » s'étend chaque jour. Le monde est confronté au spectre des grandes famines alors même qu'il traverse une crise financière dangereuse. La cohésion, si délicate, de la communauté internationale est doublement menacée. Je le dis solennellement : cette conjonction des périls fait courir au monde un risque sans précédent.

Sans mesures d'urgence et de fond, nous assisterons à des émeutes de plus en plus violentes, à des mouvements migratoires de plus en plus incontrôlables, à des conflits de plus en plus meurtriers, à une instabilité politique croissante. Les ingrédients d'une crise majeure sont réunis et la situation peut se dégrader très vite.

FACE À CE DANGER, LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE DOIT ASSUMER SES RESPONSABILITÉS, toutes ses responsabilités, dans une totale coopération du Nord et du Sud.

Elle doit se mobiliser autour d'objectifs précis :

- pour résoudre, d'abord, la question de l'urgence : le Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies, qui devrait se tenir au plus tôt sur la crise alimentaire mondiale, doit prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la déstabilisation des Etats les plus menacés.

L'Europe et les Etats-Unis ont enfin annoncé le déblocage d'une aide d'urgence au profit du Programme alimentaire mondial. Je ne doute pas que les autres grandes puissances, membres du G8, pays émergents et pays de l'OPEP qui tirent des rentes exceptionnelles de l'augmentation du prix du pétrole, auront à cœur de prendre toute leur part de cet effort immédiat de solidarité ;


- pour résoudre, ensuite, les problèmes structurels : je plaide depuis longtemps pour aller plus loin que les seules mesures d'urgence conjoncturelles. C'est une véritable révolution des modes de pensée et d'action en matière de développement, notamment dans le domaine agricole, qui s'impose.

PARVENIR PARTOUT À L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

L'offre de produits alimentaires au niveau mondial est insuffisante.

Je n'ai jamais cessé de me battre contre le gel de la production en Europe et de promouvoir le développement agricole des pays pauvres.

Il nous faudra, demain, nourrir 9 milliards d'hommes. Tout le monde se rend compte, enfin, que l'humanité a besoin de la production de toutes ses terres agricoles. L'autosuffisance alimentaire est le premier des défis à relever pour les pays en développement. Des outils existent. Nous



savons tous ce qu'il faut faire : infrastructures rurales, stockage, irrigation, transport, financement des récoltes, organisation des marchés, microcrédit, etc.

L'agriculture vivrière doit être réhabilitée. Elle doit être encouragée. Elle doit être protégée, n'ayons pas peur des mots, contre une concurrence débridée des produits d'importation qui déstabilisent l'économie de ces pays et découragent les producteurs locaux.

Pour relever ce défi, il est nécessaire d'investir à la fois dans la recherche - pour développer des productions et des variétés adaptées aux nouvelles données du changement climatique et de la raréfaction des ressources en eau -, et dans la formation et la diffusion des techniques agricoles. Il faut miser sur les hommes, sur les producteurs locaux, qui doivent percevoir la juste rémunération de leurs efforts. Les échanges doivent obéir à des règles équitables, respectant à la fois le consommateur et le producteur. La libre circulation des produits ne peut pas se faire au détriment des producteurs les plus fragiles.

APPORTER DES FINANCEMENTS INNOVANTS ET STABLES AU DÉVELOPPEMENT

Les besoins d'investissement sont massifs et pour longtemps. Il est vital de maintenir l'effort d'aide publique au développement et de respecter l'objectif de 0,7 % du PIB.

Il est tout aussi vital de dégager des ressources additionnelles par des financements innovants. Que n'ai-je entendu quand j'ai milité, avec mon ami le Président Lula du Brésil, pour l'idée, pourtant évidente, que le financement du développement requiert des ressources pérennes ! La taxe sur les billets d'avion a permis en 2007 de dégager plusieurs centaines de millions d'euros en faveur de l'accès aux médicaments. C'est un succès. D'autres efforts d'imagination devraient permettre de dégager rapidement les ressources nécessaires pour faire face à la crise alimentaire. Explorons par exemple, comme le suggère le président de la Banque mondiale, M. Robert Zoellick, dans le cadre de conversations avec les fonds souverains, comment orienter une partie de leurs moyens vers des investissements productifs en Afrique. Le prochain G8 pourrait utilement consacrer une séance de travail à l'examen de cette proposition.

La contribution des financements innovants au développement des pays les plus pauvres sera une des priorités de ma fondation. Ce n'est, certes, qu'un moyen mais ayons conscience que, face au caractère inédit de la crise que nous vivons, la communauté internationale n'a d'autres choix que celui de l'imagination et de la solidarité.

Jacques Chirac
Ancien Président de la République